

Oui à la Fraternité, non à la loi Immigration

Nous, collectifs et associations de l'Intercollectif Cévennes Méditerranée sommes au contact quotidien des exilés , des migrants, des étrangers en situation régulière que la dématérialisation trop complexe des procédures prive de leurs droits, des déboutés du droit d'asile car issus d'un pays "sûr" ou pour des raisons parfois incompréhensibles , des refoulés vers le premier pays "d'accueil" où ils ont apposé leurs empreintes, des exclus des soins par l'accumulation de démarches administratives qui s'enchevêtrent, des jeunes majeurs qui se retrouvent "hors cadre légal" car un document n'a pas été transmis à temps faute de structures opérantes, des employeurs rebutés par la procédure à mettre en place pour recruter ou conserver un. e employé.e, volontaire pour les travaux pénibles et peu attractifs.

Nous constatons aussi que notre pays, nos régions, nos villages, ont été capables d'accueillir des ukrainiennes et leurs enfants, leurs pères et mères, et certains de leurs maris ou fils. Leur intégration immédiate dans notre système social a été possible, et les moyens ont été trouvés pour cela. Une partie d'entre eux va rester, et ils s'intégreront d'autant plus facilement que l'accueil initial a été celui qui devrait être la norme pour tous les demandeurs d'asile, politique, économique ou climatique.

Sans même prendre en compte l'aspect simplement humain des situations, les coûts de la traque aux frontières, les coûts des procédures de contrôle dans le territoire, les coûts la recherche des "illégaux" puis de leur maintien en rétention dans les CRA et de leur renvoi sont largement supérieurs à ceux de leur accueil et de leur intégration. De plus, cette logique nourrit la violence qu'elle prétend combattre.

L'immigration n'est pas un coût. Elle a au contraire été à toutes les époques un facteur positif pour l'économie comme pour la société en général . Sans elle, bien des secteurs s'écrouleraient : bâtiment, restauration, travaux publics, maintenance mais aussi médecine, hôpitaux ..etc..

Nous demandons donc que le projet de loi rejeté soit entièrement modifié pour rendre les conditions d'accueil plus viables, pour repenser le mode opératoire administratif et surtout pour que l'apprentissage du Français, l'accès au travail, et le maintien en bonne santé des exilés comme de l'ensemble de la population soient systématiques.

Enfin nous ajouterons, qu'au-delà de ces considérations, vous le gouvernement qui proposez cette loi, vous les élus qui la défendez, vous les élus qui y portez des amendements toujours plus répressifs, vous pourtant qui dans le même temps êtes toujours prompts à vous présenter comme les garants de la république, vous en bafouez l'un des 3 principes fondamentaux et non le moindre, celui sans lequel les 2 autres ne peuvent avoir de substance, oui vous piétinez allègrement le principe de Fraternité et par là même la déclaration des droits de l'Homme.

Notre expérience, notre pratique nous disent : arrêtez les lois iniques, arrêtez d'investir dans la répression, investissez dans l'accueil et dans l'humanisation des procédures.

Manifestation à Nîmes, le 18/12, 18h, Maison Carrée

Les collectifs et associations du Sud Cévennes, membres de l'intercollectif Cévennes-Méditerranée : APAVIA (Le Vigan) , ACCOSOR (St Hippolyte) , BAM (Mandagout) CGS (Ganges) COSOMI (Lasalle), LDP (Anduze), Collectif de St jean du Gard, Collectif de St Roman de Codières .